

Les visites politiques de Jaurès dans l'Aube (1899-1908)

par Olivier Pottier¹

Jean Jaurès a effectué trois visites politiques dans notre département : en février 1899, en février 1900 et en avril 1908. Ces trois visites ont un double intérêt : d'une part elles nous permettent de découvrir des aspects différents de la pensée de Jaurès, d'autre part elles nous apprennent beaucoup sur la situation sociale et politique de l'Aube à la Belle Epoque.

*

La première visite de Jaurès dans l'Aube se fait dans le contexte de l'Affaire Dreyfus. Depuis la condamnation de l'infortuné et innocent capitaine à la fin de 1894, rares sont ceux qui ont cherché à le défendre. Il faut attendre la publication dans *L'Aurore* du célèbre « J'accuse » de Zola, le 13 janvier 1898, pour que, de judiciaire, l'« Affaire » devienne politique. A Troyes, la presse radicale (*Le Petit Troyen* de Gaston Arbouin) reste prudente : Arbouin estime que la « *provocation voulue, réfléchie* » de Zola va « *encore soulever de nouvelles colères et raviver les haines* » et qu'elle « *n'est pas faite sûrement pour ramener le calme dans la presse.* » Pourtant il admet que le Conseil de guerre a bien « *condamné un innocent* ». ² Dans les jours qui suivent la publication du « J'accuse » de Zola, une vague d'émeutes antisémites parcourt le pays, en métropole comme en Algérie. Troyes n'y échappe pas : le 18 janvier, cinquante « *jeunes gens en chapeau haut de forme* » traversent la place Audiffred en chantant « *Conspuez Zola, conspuez Zola !* ». ³ Le 23 janvier, ils sont une quarantaine qui parcourent la ville en criant « *Conspuez Zola ! Vive l'armée ! A bas les Juifs !* ». Ils sont mollement pourchassés par la police.

Le climat politique s'alourdit durant toute l'année 1898 et en 1899, le 23 février, jour des funérailles de Félix Faure, Paul Déroulède tente d'entraîner l'armée dans une marche sur l'Élysée pour s'opposer à l'arrivée à la tête de l'Etat d'Emile Loubet, accusé d'avoir voulu étouffer le scandale de Panama lorsqu'il était président du Conseil, quelques années plus tôt. Le coup d'Etat échoue mais la République est menacée.

C'est dans ce contexte fort troublé que Jean Jaurès est invité à Troyes. Celui-ci n'est pas encore le leader du socialisme français qui reste divisé en de multiples factions rivales. Jaurès arrive avec l'idée de défendre Dreyfus et la République. Il veut convaincre les militants socialistes tentés par une sorte de « non-interventionnisme » dans l'Affaire, à la suite du manifeste de 19 janvier 1898, inspiré par Guesde et Vaillant, qui les engageait à ne s'enrôler « *dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise !* ». Pour les Guesdistes, la bataille qui s'engageait n'était pas celle des socialistes. Pourtant, elle allait être celle de Jaurès. Convaincu par le « J'accuse » de Zola, il publie dans le journal socialiste *La Petite République*, une série d'articles intitulés « Les Preuves » (été 1898) où il s'attache à montrer la machination qui a conduit le capitaine innocent à

¹ - Professeur agrégé, docteur en Histoire.

² - *Le Petit Troyen*, 14 janvier 1898.

³ - *La Croix*, supplément de Troyes et de l'Aube, 19 janvier 1898.

la déportation sur l'île du Diable. Il entame alors une tournée dans le Midi qui se prolonge ensuite dans d'autres fédérations. Il vient à Troyes où il sait que le socialisme local est dominé par les Guesdistes. Le 26 février 1899, ceux-ci lui font un accueil très chaleureux : une foule immense l'acclame à la gare. Il reçoit des bouquets de bienvenue offerts par deux fillettes, Alice Corgeron et Suzanne Lozach, toutes deux filles de deux militants chevronnés du Parti Ouvrier. La fanfare de l'Union Ouvrière de Sainte-Savine (municipalité socialiste) accompagne le cortège au son de *L'Internationale* jusqu'à la Maison du peuple. Là, Corgeron-fils déclame quelques vers en l'honneur de Jaurès. Après le banquet, la conférence peut commencer à quatorze heures trente précise au cirque Plège. Installé sur le mail Saint-Nicolas (l'actuel boulevard Victor-Hugo), le cirque Plège remplaçait le bâtiment en bois installé en 1861 et qui avait été incendié en 1892.⁴ Lorsque Jaurès fait son entrée, une ovation l'accueille et dure plusieurs minutes. Après une introduction faite par Etienne Pédron, l'organisateur du socialisme aubois, Jaurès arrive à la tribune. Devant les trois mille personnes de l'assistance, il remercie les socialistes et les républicains de l'Aube de la réception si cordiale et si fraternelle dont il a été l'objet puis il commence son discours.

Quels sont les arguments de Jaurès ?⁵ De son discours, on peut retenir trois thèmes principaux : la construction de l'unité socialiste, la préservation de la République et la défense de Dreyfus.

Jaurès évoque d'abord la nécessaire « *union des travailleurs* » et se réjouit de voir « *à côté des ouvriers industriels, des ouvriers des campagnes (...) pour qu'ils s'affranchissent des communes misères* ». Cette injonction s'accorde particulièrement bien au département de l'Aube, fortement marqué par la ruralité mais où se sont développés des foyers industriels, notamment à Troyes avec l'essor de la bonneterie. Implanté dans les villes auboises (Romilly avec Millet, Troyes avec Pédron, Sainte-Savine avec Laroche), le mouvement socialiste s'est aussi développé dans le monde rural avec Gaston Checq (1866–1937) qui sera l'un des meneurs de la révolte des vignerons aubois en 1911 et Léandre Nicolas (1844–1915), le « *laboureur révolutionnaire* » qui sera le premier député socialiste de l'Aube de 1906 à 1914.

L'orateur prend ensuite la défense de la République. Cette posture n'est pas de pure forme. Jaurès sent que la République est profondément déstabilisée par l'Affaire Dreyfus. Il dénonce la tentative de coup d'état de Déroulède qui s'est produite trois jours avant et surtout le « *masque de la patrie* » qu'elle se donne : « *c'est ainsi – dit-il – que des royalistes se font passer pour républicains, pour socialistes même et qu'ils se flattent d'aller à l'Élysée au nom de la Patrie !* ». Le mirage nationaliste cache, en fait, le retour en force des réactionnaires antirépublicains. Et Jaurès ne veut pas seulement dénoncer la réaction, il veut convaincre les socialistes de ne pas rejeter dos à dos la droite conspiratrice et la République – fut-elle bourgeoise. Pour Jaurès, rappelons-le, le socialisme est dans la continuité de l'œuvre entreprise par les Républicains depuis le début des années 1880. En 1893, n'affirmait-il pas que « *le socialisme sort du mouvement républicain* » ? On sait que Jaurès, issu de la bourgeoisie, entra en politique au sein de la mouvance républicaine opportuniste (il est élu député du Tarn sur une liste d'union républicaine en 1885) mais qu'il se rapprocha progressivement des socialistes dans les années 1890 jusqu'à devenir l'un de leurs

⁴ - HUMBERT, Jean-Louis, *L'héritage du XIX^e siècle à Troyes*, Troyes : CRDP-CDDP, 1993, p. 45.

⁵ - Voir : *Le Petit Troyen* (27 février 1899) et *Le Réveil des Travailleurs de l'Aube* (n°151, 4-11 mars 1899).

leaders les plus respectés. Jaurès resta néanmoins homme de la synthèse et il ne voulait pas couper les ponts avec ceux qui, au sein des républicains, affichaient des idées de progrès. La république devait être sociale, elle devait permettre l'établissement de la propriété collective « *de manière à permettre la répartition des produits entre les ouvriers, les employés, les ingénieurs, entre tous ceux, en un mot, qui ont coopéré à la production* », comme Jaurès le rappelle dans son discours mais encore fallait-il que la République tout court vive !

L'essentiel du discours de Jaurès porte donc sur l'Affaire Dreyfus. D'une précision de juriste, le tribun socialiste prend fait et cause pour l'infortuné capitaine. Il affirme l'innocence de Dreyfus, la culpabilité d'Esterhazy, dénoue méticuleusement tous les fils du complot qui ont transformé Dreyfus en bouc-émissaire : jugement de l'officier à huis-clos, sur des pièces qui ne lui ont pas été communiquées, utilisation du fameux bordereau – en fait écrit par Esterhazy – comme soi-disant preuve de la culpabilité de Dreyfus, faux utilisés contre le capitaine – dont le fameux « faux Henry », réalisé par le commandant Henry pour compromettre Dreyfus. Jaurès ne manque pas de dénoncer également l'antisémitisme utilisé par les comploteurs comme « *survivance des vieilles haines* » pour mieux séduire l'électorat populaire. Pour Jaurès, l'Affaire Dreyfus est « *la plus grande accumulation de crimes que puissent produire la copulation cléricale et la violence militaire* ». Il termine son discours par une mise en garde contre ceux qui tentent d'empêcher une révision du procès. Il conclut en disant : « *Il n'y a que les voleurs qui ont peur des réverbères.* » Avant qu'il ne regagne sa place, un spectateur lui demande s'il est vrai qu'il a fait baptiser ses enfants. Jaurès répond qu'il appartient par sa naissance et son mariage « *à une famille chrétienne* » et que ses enfants « *reçoivent une instruction laïque, de façon qu'à leur majorité ils puissent choisir librement leur croyance* ». Il ajoute : « *J'ai d'autant plus de mérite à affirmer mes opinions contre la bourgeoisie que je suis moi-même d'origine bourgeoise.* »

On applaudit à tout rompre. Pédron lit l'ordre du jour adopté et un lunch fraternel est servi à la maison du Peuple. Un cortège raccompagne Jaurès au train : il quitte la ville aux cris de : « *Vive la République sociale universelle.* » L'intérêt du discours de Jaurès réside dans l'association de trois grands thèmes chers à celui qui allait devenir le leader du Parti socialiste, quelques années plus tard : la construction de l'unité socialiste, la préservation de la République, dont Jaurès voit bien la fragilité face à la menace réactionnaire et la défense de Dreyfus.

*

Lorsque Jaurès revient à Troyes, un an après sa première visite, le 11 février 1900, il arrive, accompagné de Jules Guesde, pour soutenir la candidature d'Etienne Pédron à la députation dans le cadre d'une élection législative partielle. Ce dimanche-là, ils sont plus de deux mille à attendre Jaurès et Guesde, dans la cour de la gare de Troyes. Lorsqu'ils sortent de la gare, la foule leur fait une ovation.⁶ Les deux leaders sont ensuite accompagnés à la Maison du Peuple, sise place de l'Hôtel de Ville (actuelle place Alexandre-Israël). La réunion prévue pour le soir doit avoir lieu au cirque Plège. C'est donc là que vers vingt heures, les trois grands hommes se retrouvent. La foule est nombreuse : trois mille personnes parviennent à entrer dans le cirque (il leur en coûte 25 centimes), 1 500 autres devant renoncer.⁷

⁶ - *Le Petit Troyen*, 12 février 1900.

⁷ - Selon *Le Réveil des Travailleurs de l'Aube*, n°201, 17-24 février 1900.

Après la désignation d'un président (il s'agit d'Henri Millet, ancien maire socialiste de Romilly et qui va le redevenir quelques mois plus tard), c'est Etienne Pédron qui prend la parole. Son discours est bref. En quelques mots, il définit « *le sens de sa candidature, une candidature de classe et drapeau hautement déployé* ». L'ancien artisan horloger est bien connu des Auboisiens. Venu, à l'instigation de Guesde, à Troyes en 1889, il s'est efforcé de rassembler les différents mouvements socialistes locaux sous la bannière du guesdisme. En créant une fédération puissante du Parti ouvrier, il a été l'artisan de l'éveil du socialisme auboisi. Grand créateur, doué certainement d'une formidable capacité de travail, il a su susciter des vocations militantes (Corgeron, Clévy, Laroche, Philbois), il a créé des journaux (*Le Socialiste Troyen* en 1892, *Le Réveil des Travailleurs de l'Aube* en 1896), fondé des coopératives (« La Sociale » en 1892 et « La Ménagère » en 1895) ; il a écrit chansons et pièces de théâtre. Candidat malheureux à plusieurs élections entre 1892 et 1896, il a quitté Troyes cette même année pour rejoindre Paris. Pédron revient pour représenter le mouvement socialiste lors d'une élection législative partielle qui doit avoir lieu les 19 février et 4 mars 1900.⁸ Notons que le socialisme auboisi se municipalise : Eugène Laroche est maire de Sainte-Savine de 1896 à 1904, Henri Millet l'a été de Romilly en 1895-96.

C'est au tour de Jaurès de prendre la parole, « *salué par une salve d'applaudissements inextinguibles* ». Durant une heure et demie, l'assemblée du cirque Plège est « *sous le charme de son éloquence* », comme le confesse le journaliste du *Réveil*. On voit bien ici l'immense popularité qui entoure Jaurès, et ce d'autant que le département de l'Aube est contrôlé par les Guesdistes. Or le débat est déjà rude entre Jaurès et Guesde, entre le député de Carmaux et celui de Roubaix (l'un et l'autre viennent de perdre leur siège aux élections de mai 1898), entre un socialisme qui ne veut pas rompre avec la république et un marxisme révolutionnaire intransigeant. De plus, en juin 1899, un nouveau gouvernement, dirigé par le radical Waldeck-Rousseau, intègre un ministre venu du socialisme (Alexandre Millerand) et mène une politique de « Défense républicaine » animée par la volonté de régler l'Affaire Dreyfus (celui-ci, rejugé à Rennes et à nouveau condamné en septembre 1899, est finalement gracié par le président Emile Loubet), de lutter contre le cléricisme et le nationalisme et d'entreprendre des réformes sociales. Jaurès soutenait la participation de Millerand alors que Guesde la condamnait. Pourtant, c'est avec une réelle volonté unitaire que Jaurès a accepté d'accompagner Guesde à Troyes, comme il l'a fait, quelques jours avant, à Bordeaux. Jaurès explique d'ailleurs le sens de sa venue à Troyes dans une lettre adressée aux militants auboisi : « *Bien que je sois séparé du parti ouvrier sur des questions de méthode importantes à mes yeux, je réponds avec joie à votre appel. Il faut montrer aux adversaires de classe du prolétariat que ces divergences de tactique ne sauraient compromettre notre unité d'action. Pour nous et pour vous, le but supérieur est le même : il s'agit d'organiser la classe prolétarienne et de lui donner le maximum de puissance économique et politique en vue de substituer la propriété capitaliste.* »⁹ En fait Jaurès veut tout faire pour que l'unité progresse et de toute évidence, il ne souhaite pas rompre avec les Guesdistes, dont il critique le dogmatisme mais dont il admire la force et l'organisation. Cependant, Jaurès ne cache pas ses divergences de « méthode ». Le mot est important puisque, dans les mois qui suivent, la controverse entre Guesde et Jaurès enfle et devient le débat sur « les deux

⁸ - Cette élection est due à la mort du député Dutreix en novembre 1899.

⁹ - Lettre de Jean Jaurès publiée dans *Le Réveil des Travailleurs de l'Aube*, n°198, 27 janvier-3 février 1900.

méthodes ». Les deux hommes s'opposent sur les deux questions essentielles du moment : la défense de Dreyfus et la participation socialiste à un gouvernement « bourgeois ». La « méthode Jaurès » montre que la défense de Dreyfus par la classe ouvrière est une preuve de sa capacité à défendre un idéal humaniste et à diriger le pays et que la participation gouvernementale est possible si les libertés sont menacées ou si une réforme essentielle pour le prolétariat est possible. La « méthode Guesde » refuse d'engager le Parti ouvrier dans la défense d'un officier, « *membre de la classe dirigeante* » et rejette la participation des socialistes à un gouvernement « bourgeois » car ce serait alors se compromettre et renoncer à la transformation radicale de la société.¹⁰

Malgré donc ces divergences, Jaurès laisse libre cours au pouvoir de sa parole et, en 90 minutes, il fait profiter l'assemblée de sa pensée. Une pensée socialiste, qui dénonce les impasses du radical-socialisme (le principal rival de Pédron est Gaston Arbouin, chef de file du radicalisme à Troyes et directeur du principal quotidien *Le Petit Troyen*) et qui vante les mérites du socialisme, seul système qui « *en même temps qu'il critique et démolit, sait ce qu'il y a à reconstruire* ». Mais une pensée aussi de la nécessaire synthèse entre République et socialisme : pour Jaurès, les socialistes sont « *la garantie de l'ordre dans la Révolution* », leur parti est celui « *de l'ordre dans le désarroi* ». Cette référence à l'ordre n'est pas anodine à un moment où les candidats conservateurs se disent encore appartenir au « parti de l'ordre établi » (l'expression « Parti de l'Ordre » remontant à la II^{ème} République). Jaurès veut montrer que les socialistes sont aptes à gouverner mais il veut aussi montrer qu'ils doivent maîtriser la révolution, que celle-ci ne peut être un simple défilement. Le discours de Jaurès à Troyes prend place à un moment important de son évolution idéologique. La veille, lors d'une conférence à Paris, il a défendu l'idée d'une évolution sociale qui, tout en conduisant au grand changement voulu par les socialistes, n'en demeure pas moins progressive : « *nous pouvons donc garder la méthode dialectique de l'histoire sans renoncer à l'action positive, graduée, immédiate, efficace, qui est aujourd'hui, et de plus en plus, la loi du socialisme militant.* »¹¹ A Troyes, s'exprime donc bien ce souci qui est alors celui de Jaurès, d'inscrire la lutte socialiste dans une tradition française, où la rupture n'est pas forcément synonyme de chaos, où le socialisme peut s'accorder avec la République. Cette posture se retrouve également lors d'une allusion au « militarisme ». Jaurès dénonce l'armée bourgeoise qui se protège surtout de « l'ennemi intérieur » socialiste ou syndicaliste : il a bien sûr à l'esprit le massacre de Fourmies le 1^{er} mai 1891 où neuf personnes (dont deux enfants) avaient été tuées par la troupe. Quelques jours avant le discours de Jaurès à Troyes, le 8 février 1900, au François, en Martinique, l'armée avait également fait feu sur des ouvriers du sucre en grève, tuant neuf d'entre eux. Mais Jaurès ne bascule pas dans l'antimilitarisme : onze ans avant la publication de son essai *L'Armée nouvelle* (publié en 1911), il développe le concept d'une armée populaire formée à l'image de la Suisse, une armée constituée de « *fortes milices démocratiques réduisant le temps de la caserne à n'être qu'une école et faisant de toute la nation une immense et vigoureuse armée au service de l'autonomie nationale*

¹⁰ - Voir : « Jaurès-Guesde, Les deux méthodes, le socialisme en débat », supplément à *L'Humanité hebdo* des 19 et 20 novembre 2005 et la présentation qu'en fait, dans ce même supplément, Jean-Louis ROBERT : « 1900 le débat des socialistes français », pp. 2-5.

¹¹ - Conférence aux étudiants collectivistes sur « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste », 10 février 1900, cité dans : RIOUX, Jean-Pierre, *Jean Jaurès*, Paris : Perrin, 2005. p. 149.

et de la paix. »¹² Ainsi, une fois encore, Jaurès se faisait l'homme de la synthèse : il défendait la paix sans antimilitarisme. Après lui, vient le discours de Guesde, dont on sait peu de choses car le chef du Parti Ouvrier ne semble pas au mieux de sa forme.

La visite de Jaurès et de Guesde a-t-elle eu un impact politique sur l'élection législative partielle de la 2^{ème} circonscription de Troyes ? On pourrait répondre par l'affirmative au vu du bon score réalisé par Pédron (38 % des suffrages derrière Arbouin qui en récolte 45 % mais devant Brissot, candidat sans étiquette) mais le profond malaise social qui règne dans la bonneterie explique aussi le succès des socialistes. Deux jours avant le premier tour de scrutin, une centaine de jeunes ouvriers (essentiellement des rebrousseurs) ont déclenché une grève à l'usine Mauchauffée pour obtenir une augmentation de salaires : la grande grève du textile vient de commencer. Le succès socialiste est sans lendemain car Pédron se désiste au second tour, ce qui favorise la victoire, à une large majorité, de Gaston Arbouin contre Brissot, soutenu par les conservateurs lors du deuxième tour de l'élection (le 4 mars).

*

Jaurès revient, quant à lui, dans l'Aube le 5 avril 1908, à Romilly pour inaugurer l'Hôpital-Hospice. Une nouvelle fois, il accepte de rendre visite à la fédération socialiste de l'Aube, « *le bataillon sacré du Parti* », comme il semble l'avoir lui-même appelée.¹³ La municipalité de Romilly, dirigée alors par le maire socialiste Bouhenry, avait décidé d'accueillir Jean Jaurès accompagné du député socialiste de l'Aube, Léandre Nicolas et de l'ancien leader du POF aubois Etienne Pédron. Il s'agissait d'inaugurer l'hôpital-hospice installé en bordure de l'avenue des Hauts-Buissons¹⁴, dans le contexte des élections municipales de mai 1908.

Le socialisme s'est renforcé : Jaurès vient en leader du Parti socialiste unifié, Section Française de l'Internationale Ouvrière, rassemblant toutes les tendances socialistes depuis le Congrès de la salle du Globe à Paris d'avril 1905. Il vient aussi en éditorialiste de *L'Humanité*, fondée en avril 1904.

Jaurès arrive par l'express de 11h12, accompagné de Léandre Nicolas et Etienne Pédron. Cinq mille personnes l'attendent et l'acclament aux cris de « Vive Jaurès », « Vive la Sociale ». Un cortège se forme et il emmène les invités d'abord à l'Hôtel de ville où un vin d'honneur est servi puis dans la salle du Casino où a lieu le banquet. Après quelques discours au moment du dessert, un meeting est organisé sur le terrain de l'hôpital (celui-ci n'est pas encore achevé). Plusieurs orateurs s'expriment : le conseiller municipal Vasset, Léon Osmin, militant socialiste ayant une grande influence, Etienne Pédron, Louis Dubreuilh, secrétaire général du parti socialiste.

Jaurès vient célébrer l'unité socialiste « *non pas seulement unité d'organisation, mais unité profonde de conscience et de pensée* ». ¹⁵ Il ajoute que « *l'humanité restera dans une condition précaire, exposée aux souffrances de la misère et de l'exploitation tant que l'union du prolétariat n'aura pas capté à son profit les forces du travail* ». Il rend hommage à Pédron et à Guesde mais

¹² - JAURES, Jean, *L'Armée nouvelle*, Paris : Ed. de L'Humanité, 1915, pp. 57-58, cité dans : BUFFOTOT, Patrice, *Le socialisme français et la guerre*, Paris-Bruxelles : LGDJ-Bruylant, 1998, p. 54.

¹³ - *La Défense des Travailleurs de l'Aube*, 30 décembre 1905 - 6 janvier 1906.

¹⁴ - Voir : Guillaumot, Pierre, *Romilly-sur-Seine*, St-Cyr-sur-Loire : Alan Sutton, 2003, p. 107.

¹⁵ - *La Défense des Travailleurs de l'Aube*, n°838, 10-17 avril 1908.

rappelle aussi que « *le parti socialiste est en même temps un parti de réforme et de révolution* », scellant ainsi l'alliance entre révolutionnaires et réformistes pour la transformation de la République démocratique en une République sociale. Jaurès en profite pour appeler à une large mobilisation dans les élections municipales : « *ce n'est pas à Romilly seulement que la bataille socialiste doit se livrer. Elle doit s'étendre, s'élargir. La vaillante ville de Troyes ne doit pas oublier son devoir de classe. Elle doit conquérir aussi son hôtel de ville.* » Jaurès termine son discours par un appel en faveur de l'organisation ouvrière. La journée s'achève sur une soirée au théâtre et un bal au casino. Le 3 mai 1908, la liste socialiste est battue par la liste dite de « concentration républicaine », rassemblant l'Action libérale populaire, les Progressistes et les radicaux-socialistes.

*

Si Troyes oublie les visites de Jaurès (à la différence de Romilly dont la municipalité appose à l'hôpital une plaque en son honneur en 1964),¹⁶ la figure de Jaurès reste présente dans le paysage troyen : le 13 avril 1919, plus de 5 000 personnes défilent dans la ville pour protester contre l'acquittement de l'assassin de Jaurès et se rassemblent sur la place de la Bonneterie, face à un buste de Jaurès qui est exposé là.¹⁷ Au début de mai 1919, répondant à une demande du groupe socialiste, la municipalité (dirigée alors par le radical Armand-Célestin Michel) accepte que la place de la Bonneterie devienne la place Jean-Jaurès, « *en raison de sa proximité avec la Bourse du Travail* », comme le note *La Défense des Travailleurs*.¹⁸

Quel plus bel hommage pouvait-on finalement rendre à celui qui voulait « *l'émancipation du travail* » ? Si le souvenir de sa visite à Troyes s'était perdu, le nom de Jean Jaurès restait attaché à l'une des plus importantes places de la ville, lieu de rassemblement et point de départ de toutes les manifestations.

*

Les trois visites de Jaurès dans l'Aube nous montrent plusieurs aspects de sa pensée : son humanisme, quand il défend Dreyfus, sa volonté d'unir le socialisme français, quand il défend Pédron, un guesdiste historique, son désir de bâtir un socialisme républicain, concret, municipal qui tend à améliorer le sort des masses, lorsqu'il vient inaugurer l'hôpital de Romilly. Ces trois moments nous permettent également de voir la construction du socialisme aubois grâce aux Guesdistes, son accès aux responsabilités municipales, avec Laroche à Sainte-Savine, Millet à Romilly puis législatives, avec l'élection de Léandre Nicolas en 1906, en attendant celle de Célestin Philbois en 1914.

¹⁶ - *Libération-Champagne*, 3 août 1964.

¹⁷ - *La Défense des Travailleurs*, n°8, 19 avril 1919.

¹⁸ - *La Défense des Travailleurs de l'Aube*, n°10, 3 mai 1919.